

SANS VOUS, L'ACTION S'ARRÊTE. VOTRE DON EN ACTION

ACTION

LE BULLETIN TRIMESTRIEL D'ACTION CONTRE LA FAIM
MARS / AVRIL / MAI 2018

#129

CENTRAFRIQUE ENTRE DÉTRESSE ET ESPOIR

CHÈRES DONATRICES, CHERS DONATEURS,

En premier lieu, je tiens à vous présenter mes meilleurs vœux pour une année 2018 remplie de défis. Il nous faut continuer, sans relâche, à travailler pour faire évoluer les mentalités, car, aujourd'hui encore, la faim est appréhendée de manière erronée. Elle ne se résume pas simplement à un manque de nourriture, et ne peut être uniquement solutionnée par des distributions de denrées alimentaires. Les constats et les solutions sont en effet bien plus nombreux et plus complexes.

Il faut donc changer le regard sur la faim. C'est le sens de notre nouvelle campagne, « Nourrir ça veut dire... ». Notre objectif ? Montrer les causes multiples de la faim et expliquer les réponses que nous mettons en place auprès des populations menacées par ce fléau. Parce que pour nous, nourrir ça veut dire : Soigner. Faire la paix. Cultiver. Reconstruire. S'engager. Aujourd'hui, Action contre la Faim, c'est bien plus que nourrir.

Positifs, pédagogiques et inclusifs, nous sommes fiers des messages que cette campagne véhicule et nous espérons qu'elle permettra de sensibiliser de nombreuses personnes à l'importance de notre lutte et à la manière dont nous entendons continuer à la mener, à vos côtés.

Nous vous remercions chaleureusement de pouvoir compter sur votre indispensable soutien, moral et financier, qui nous permet, chaque jour, de poursuivre notre combat. Parce que sans vous, l'action s'arrête. Parce que grâce à vous, nous ne renoncerons jamais.



VÉRONIQUE ANDRIEUX
DIRECTRICE GÉNÉRALE
D'ACTION CONTRE LA FAIM

SOMMAIRE/N°129

- 04** La solidarité n'a ni murs, ni frontières.
- 05** Yémen, trois ans de conflit.
- 06** Éthiopie, écouter pour soigner.
- 08** Centrafrique, entre détresse et espoir.

COURRIER

Parce que ce journal est le vôtre, nous tenions à vous consacrer une rubrique « courrier » destinée à devenir un véritable espace de discussion entre vous et nous. Envoyez-nous vos questions à : service.donateurs@actioncontrelafaim.org

QU'EST-CE QUE LE SERVICE RELATIONS DONATEURS ?

Ce service a pour mission d'assurer votre suivi administratif ainsi que le contrôle des dons. Nous sommes également disponibles pour répondre à vos questions concernant notre organisation et nos missions sur le terrain.

Nous sommes à votre disposition du lundi au vendredi de 9h à 18h au 01 70 84 70 84, par mail à service.donateurs@actioncontrelafaim.org ou bien par courrier à :

Action contre la Faim
Libre réponse 11172
75851 PARIS Cedex 17.

J'AI FAIT UN DON PAR SMS EN 2017, EST-IL POSSIBLE D'AVOIR UN REÇU FISCAL POUR MON DON ?

Il est possible de bénéficier d'une réduction fiscale pour vos dons par SMS à partir de 8 €. Pour cela, il vous suffit de nous indiquer votre adresse postale, le montant du don et votre numéro de téléphone après avoir effectué votre don. Nous pourrions alors éditer votre reçu fiscal et vous l'envoyer.



NOURRIR ÇA VEUT DIRE S'ENGAGER

AGIR, C'EST DÉJÀ UNE VICTOIRE.
SAVEZ-VOUS QUE DES MILLIERS DE PERSONNES METTENT TOUTE LEUR ÉNERGIE
POUR MENER CE COMBAT À NOS CÔTÉS ? LUTTER CONTRE LA FAIM, C'EST AUSSI
PERMETTRE À CHACUN DE S'ENGAGER ET DE PRENDRE PART À NOS MISSIONS.



**ACTION
CONTRE
LA FAIM**

C'EST BIEN PLUS QUE NOURRIR.

FRANCE

LA SOLIDARITÉ N'A NI MURS,
NI FRONTIÈRES.

“Allez les gars, on ne lâche rien, il reste 15 minutes » crie Sidi-Ahmed, posté au bord du terrain de football en pelouse synthétique. Une trentaine de coureurs enchaînent les tours en haletant. Pour la beauté du geste et pour marquer leur soutien à une cause que peu connaissent trois mois auparavant. Car la course se déroule au profit de la lutte contre la faim dans le monde. Le tableau serait presque banal – un défi sportif – s’il ne se déroulait pas dans une prison, au centre pénitentiaire du Havre.

Abdelkader, Aziz, Karim, Ibrahim, Nabil, Sidi-Ahmed et Yacine se sont mobilisés pour porter le projet Solidarité à bout de bras, en à peine trois mois. Ils ont été soutenus par Anne-Christine Dufond de l’organisme de formation Gepa Institut qui travaille en détention depuis près de huit ans. « Dès le début, on a eu rendez-vous avec l’administration et ils étaient tous partants. Ça nous a touchés. [La directrice adjointe] a ouvert toutes les portes pour ce projet et elle nous a appuyés » explique Abdelkader.

En septembre dernier, un de nos délégués régionaux, Xavier, est venu sensibiliser les détenus à l’exode des populations

rohingya au Bangladesh. L’équipe du projet a décidé de collecter des fonds pour appuyer notre intervention au Bangladesh. En tout, 2 200 € ont été collectés. « On a décidé de lancer la collecte parmi nous. Certains touchent un salaire pour leur travail dans la prison, d’autres ont demandé à leur famille. »

Parallèlement, l’équipe a organisé un repas contre la faim qui a permis de recueillir 500 € supplémentaires.

Anne-Christine en est convaincue, « si on veut envisager la réinsertion des personnes détenues, c’est par des actions solidaires qui mettent en avant des valeurs humanistes que l’on va pouvoir faire changer les choses. »

« On reste humain, qu’on soit en détention ou dehors, on a toujours le même cœur, ça ne change rien. Soit tu es touché, soit tu ne l’es pas. Nous, on a été touché. »

L’équipe espère pouvoir renouveler l’évènement l’an prochain – et, qui sait, le voir s’étendre à d’autres prisons.

**+ POUR VISIONNER CETTE COURSE,
RDV SUR ACTIONCONTRELAFAIM.ORG**



YÉMEN

C'EST LE PETIT MATIN, TRÈS TÔT.



Je peux entendre les **voix des enfants** et des instituteurs depuis l'école en face de notre bureau ; ils font des exercices de gym avant d'entrer dans leur salle de classe et commencer leurs leçons. J'entends un coq chanter au soleil : il rappelle aux passants qu'il est l'heure de se mettre à leurs tâches quotidiennes. Dans la rue, des voitures passent.

Cela ressemble à un jour normal dans un pays en paix, mais il n'y a rien de plus faux.

La guerre civile pour le contrôle du pays est en train d'affamer la population : les prix des biens, du gasoil et de l'eau ont augmenté jusqu'à 600 %. Selon les organisations humanitaires, 70 % de la population vit avec moins d'un dollar par jour et par personne. Le blocus imposé aux biens commerciaux et à l'aide humanitaire limite le fonctionnement économique du pays et, en conséquence, la capacité des familles à offrir à leurs enfants la vie à laquelle ils ont droit.

Les **combats** et les bombardements aériens sont les répercussions quotidiennes de la division du pays. Dans les zones de combats, les écoles sont fermées et certains hôpitaux ont été détruits. Le système de santé s'est effondré, et souvent les personnes ne peuvent même pas se rendre dans les centres de santé qui restent ouverts. **Les gens meurent** de maladies qui, dans un contexte habituel, sont facilement guérissables.

Plus des trois quarts de la population sont au bord de la **famine** et l'aide humanitaire ne peut pas atteindre tous ceux qui en ont besoin. Une grande partie du pays est inaccessible pour des raisons politiques et sécuritaires.

Les gens se déplacent à l'intérieur du Yémen pour trouver un peu de paix et **l'espoir** d'une vie meilleure, mais cela est très difficile. Parmi eux, les enfants sont les plus affectés ; quelle est donc cette vie qui leur est offerte ?

Mes collègues d'Action contre la Faim entrent dans le bureau, les voix des enfants résonnent encore dans l'air. Cela ressemble à **un jour normal dans un pays en paix**. Mais ça ne l'est pas. »

*Federico Soranzo, ancien directeur
d'Action contre la Faim au Yémen.*



ÉTHIOPIE

ÉCOUTER POUR SOIGNER. DES HISTOIRES VENUES DE LA SOUFFRANCE.

Pour faire face à l'afflux de situations traumatisantes dans la région de Gambella, un programme de détresse psychologique amplifié, adressé aux réfugiés sud-soudanais du camp de Nguenyyiel a été mis au point. Le programme regroupe des psychologues, des travailleurs psychosociaux et des réfugiés spécialement formés. Tous aident les réfugiés à se rétablir, à améliorer leur bien-être et à envisager l'avenir avec plus d'optimisme.

Lia, psychologue, pénètre dans une petite pièce sombre située à une extrémité du bâtiment semi-permanent en tôle qui accueille les activités psychologiques du camp de Nguenyyiel, en Éthiopie, où vivent 85 000 réfugiés soudanais du Sud en situation critique. Un épais rideau obstrue la vue et confère une certaine intimité à l'endroit. Elle s'assied par terre avec son interprète et une femme d'une quarantaine d'années. Toutes trois parlent à voix très basse, ce sont presque des chuchotements. Les histoires racontées dans cette pièce sont faites de

violence et de peur, de souvenirs douloureux qui ne s'effaceront pas. Cependant, avec de l'aide, la douleur peut être atténuée. Leur peine demeurera, mais avec du soutien, les gens peuvent arriver à une certaine acceptation et à la résilience.

Parce que pour nous, nourrir ça veut aussi dire soigner, Lia est l'une des trois psychologues à participer à notre programme de détresse psychologique lancé en août 2017 pour faire face aux situations de traumatisme. Elle a une trentaine de clients, comme elle les appelle.





© Raphaël Mosca pour Action contre la Faim

« Ils participent à leur propre rétablissement. Nous nous occupons d'enfants comme d'adultes. Nous voyons beaucoup de cas d'épilepsie, qui est l'un des syndromes post-traumatiques les plus courants. Le traumatisme frappe à toutes les portes. Toutes ces personnes ont beaucoup souffert, chez elles au Soudan du Sud mais aussi durant leur périple vers l'Éthiopie, alors qu'elles s'enfuyaient pour sauver leur vie, et ici en tant que réfugiés, une situation peu enviable. »

Aujourd'hui, sa cliente veut parler de sa fille de 12 ans, dont Lia s'occupe également. Quand ils vivaient au Soudan du Sud, la petite fille a été enlevée par la tribu Murle à l'âge de 8 ans. Elle est restée trois ans comme esclave avant d'être vendue à un autre propriétaire d'une autre tribu. Finalement, les autorités ont réussi à persuader ce dernier de rendre l'enfant à sa vraie famille. À son retour, elle a découvert que sa mère vivait désormais dans un camp de réfugiés et qu'elle s'était remariée. Elle a aussi appris la triste nouvelle de la mort

de son père, tué au Soudan du Sud. Son nouveau beau-père et le frère de ce dernier n'ont pas accepté son retour au sein de la famille. Un après-midi, alors que sa mère était allée ramasser du bois de chauffage, son oncle et ses amis sont entrés dans leur abri et l'ont violée. Ils ont ensuite fui le camp pour ne pas se faire arrêter.

Lia est la première personne à qui la fillette a raconté ce viol. Elle a continué à la soutenir et à l'aider, notamment en l'accompagnant au centre médical pour qu'elle y reçoive un traitement et en lui offrant un soutien psychologique continu.

La mère soupire et explique qu'elle est également préoccupée par une autre de ses filles qui a elle aussi été kidnappée et retenue pendant un an par le même groupe au Soudan du Sud. Depuis son retour dans la famille, elle ne cesse de répéter à sa mère qu'on lui a fait manger des serpents et des insectes. Ces pensées ne quittent jamais sa tête. Cependant, elle s'estime chanceuse : au moins ses deux filles sont revenues, alors que d'autres parents ne reverront plus jamais leurs enfants.

CENTRAFRIQUE

ENTRE DÉTRESSE ET ESPOIR.

Depuis fin 2013, la République centrafricaine est déchirée par des combats entre groupes armés, qui contrôlent plus de 80 % du territoire. Dans le pays, une personne sur cinq est déplacée, et une personne sur deux souffre de sous-nutrition. La Centrafrique est aujourd'hui à la dernière place du classement du Programme des Nations unies pour le développement ; et le dernier pays de la planète pour l'indice de développement humain (IDH).

Plus de la moitié de sa population – soit 2,4 millions de personnes – dépend de l'aide humanitaire, mais celle-ci est menacée au vu de la dégradation des conditions sécuritaires. En 2017, le pays est, dans le monde, celui ayant enregistré le plus d'incidents à l'encontre des ONG. Ces violences, couplées à celles visant les civils, empêchent la mise en œuvre des programmes pensés par les organisations, transformant la crise centrafricaine en véritable catastrophe humanitaire.

Nous sommes présents en Centrafrique depuis 2006. À Bangui, la capitale, nos équipes prennent en charge la sous-nutrition au sein de 17 Unités Nutritionnelles Thérapeutiques Ambulatoires dans la ville et sa périphérie, et dans trois hôpitaux pour les soins thérapeutiques. Au centre pédiatrique de Bangui, les enjeux majeurs sont de faire augmenter le taux d'allaitement maternel exclusif (dont la pratique permet de lutter contre la sous-nutrition), de favoriser la stimulation de l'enfant, mais aussi d'espacer les accouchements, et de réduire les taux de VIH. Le centre accueille toujours au moins 200 enfants – une surcharge importante par rapport au nombre de places disponibles – car il n'y a pas d'autres centres aux alentours. Mères et enfants se serrent à plusieurs sur un même lit.

Dans cet espace où les enfants luttent au quotidien contre la sous-nutrition, le paludisme et le VIH, nous avons mis en place des séances bain-massages pour renforcer le lien entre la mère et l'enfant.

Les mères sont invitées à faire chauffer de l'eau et remplir des bassines où elles donnent le bain à leur enfant. Elles y lavent le corps de leur bébé, puis massent leurs membres avec une crème adaptée, en suivant les conseils prodigués par nos équipes. D'abord réticent, le bébé se calme sous les caresses, et le lien s'instaure.

Cette stimulation tactile offre un moment de complicité où l'enfant prend doucement conscience de son corps. Le parent comme l'enfant sont apaisés par ce contact privilégié, qui est un moment suspendu, hors du cycle des violences et d'un quotidien extrêmement difficile.

Ces programmes, menés deux fois par semaine, sensibilisent les familles à l'importance de l'hygiène sur la santé, mais également à la stimulation du corps de l'enfant pour l'aider dans sa guérison, et au lien d'union entre parents et enfants, dont l'influence sur le traitement de la sous-nutrition est extrêmement positive.



© Christophe Da Silva pour Action contre la Faim

TÉMOIGNAGE

BANGUI – CENTRE DE SANTÉ DE COMBATTANT - PROGRAMME WASH IN NUT

Philomène, 52 ans



© Christophe Da Silva pour Action contre la Faim

Philomène est veuve, et elle vit avec ses 6 enfants.

« Je viens depuis un mois car mon petit-fils perdait du poids. » Son petit-fils a été soigné. Elle a reçu un kit d'hygiène constitué d'un seau, d'un jerrycan, de savon, d'eau de javel et des comprimés pour l'eau.

« Ces distributions ont beaucoup compté pour nous. Nous avons de l'eau dans notre quartier, mais nous n'avions rien pour la conserver correctement ou la purifier. Ici, j'ai appris comment conserver l'eau à domicile et comment la traiter avec de l'eau de javel. »

OPÉRATION SOLIDAIRE

UNE PART EN PLUS

Après une première édition couronnée de succès, Une Part en Plus revient en 2018 ! L'année dernière, 20 Chefs, montants ou reconnus, nous ont fait confiance et se sont mobilisés sur cette aventure alliant gourmandise et générosité. Parmi eux : Pierre Sang, Guillaume Sanchez, Raquel Carena, François Pasteau, Tomy Gousset, Amélie Darvas.

En 2018, Une Part en Plus grandit : vous pourrez désormais la retrouver à Lyon et à Paris du 15 mai au 30 juin. Durant cette période, les Chefs nous soutiendront en reversant une partie du prix de votre repas à Action contre la Faim. L'occasion de donner une note de solidarité à un moment de partage et de convivialité. ☘

➤ **POUR DÉCOUVRIR TOUS LES CHEFS QUI NOUS SOUTIENNENT ET PRÉVOIR DE BELLES SOIRÉES, RENDEZ-VOUS SUR UNEPARTENPLUS.ORG**



VOUS AIMERIEZ METTRE VOS TALENTS ET VOS COMPÉTENCES AU SERVICE DE LA LUTTE CONTRE LA FAIM DANS LE MONDE ?

Rejoignez la délégation la plus proche de chez vous ! Nous sommes à la recherche de bénévoles dans toute la France. Contactez-nous : servicedelegations@actioncontrelafaim.org

LEGS

LES CONSEILS DES NOTAIRES

Retour sur notre rencontre avec Maître Jameaux-Marchal, Notaire à Charmes (88), qui accepte de livrer son conseil d'expert : « Pour léguer à une association, il faut bien libeller le nom sur le testament. Nous avons parfois des testaments qui mentionnent « association contre la faim dans le monde », ce qui peut correspondre à de nombreuses organisations, et nous obligent à faire appel à un juge pour l'interprétation du testament. Aussi, mon conseil est de noter le nom Action contre la Faim suivi de l'adresse exacte du siège. » ☘



➤ **POUR PLUS D'INFORMATIONS, CONTACTEZ M^{ME} BAHLOUL OU L'ÉQUIPE DÉDIÉE AU 01 70 84 71 49 OU À SERVICELEGS@ACTIONCONTRELAFAIM.ORG**

ÉVÈNEMENT

JOURNÉE MONDIALE DE L'EAU : LES BÉNÉVOLES ET MISSIONS SE MOBILISENT !

En amont de la Journée Mondiale de l'Eau (22 mars), les délégations de bénévoles et certaines missions s'organisent pour sensibiliser le public sur les questions de l'eau et de l'assainissement. Le 17 mars, pour la deuxième année consécutive, le public pourra participer à un jeu de l'oie géant et en apprendre davantage sur le sujet. En effet, plus de 840 millions de personnes dans le monde n'ont toujours pas accès à l'eau potable. (Source : UNICEF - World. Help organization) ☘

➤ **RENDEZ-VOUS SUR DONNER.ACTIONCONTRELAFAIM.ORG**

ENTREPRISES**LANCEMENT DES CHALLENGES**

Comment réunir sport, solidarité et engagement sociétal ?

En participant aux Challenges contre la Faim (10 dates, 10 villes prévues en France en 2018), chaque entreprise, petite ou grande, peut fédérer ses collaborateurs, clients, partenaires dans les territoires autour d'une même cause. Les défis sportifs proposés, que vous soyez un athlète ou un débutant, génèrent des dons grâce à votre mobilisation et l'engagement de votre entreprise. Des dons qui permettent de soutenir nos programmes de lutte contre la sous-nutrition dans le monde. ☒

+ PLUS D'INFORMATIONS SUR
CHALLENGECONTRELAFAIM.ORG



© Benoit Diacre pour Action contre la Faim

PARTENARIATS**PLUS DE 545 000 € COLLECTÉS EN 2017 PAR LES MAGASINS !**

Un grand merci aux clients et aux magasins U, pour leur forte mobilisation contre la faim dans le monde. Des opérations qui impliquent petits et grands sont proposées tout au long de l'année, pour une meilleure connaissance des causes de la sous-nutrition et des solutions mises en place. ☒

+ RENSEIGNEZ-VOUS SUR
ACTIONCONTRELAFAIM.ORG/MAGASINS-U

JEUNESSE**UNE JEUNESSE MÉRITANTE !**

L'association nationale des membres de l'ordre national du Mérite a choisi d'attribuer un témoignage de reconnaissance d'éducation citoyenne à Adel Afri, élève de Terminale du lycée Louis Bertrand à Briey et aux 700 élèves du lycée Eugène Woillez de Montreuil-sur-mer. Ils ont été remarqués par les valeurs témoignées et la qualité de l'action réalisée pour l'organisation de la Course contre la Faim en 2017. Nous sommes fiers que ces jeunes aient choisi de s'impliquer dans l'organisation d'événements solidaires au profit de la lutte contre la faim. Une belle source d'inspiration pour les 250 000 élèves qui participent à cette 21ème édition du projet cette année. ☒

+ RENSEIGNEZ-VOUS SUR
COURSECONTRELAFAIM.ORG

DÉLÉGATIONS**LES DÉLÉGATIONS EN ACTION**

C'est une période chargée dans nos 32 départements ; toutes nos délégations sont mobilisées pour la Journée Mondiale de l'Eau le 22 mars, les sensibilisations pour la Course contre la Faim, et le retour des Challenges contre la Faim !

Savez-vous que vous pouvez, vous aussi, vous investir à nos côtés ? ☒

+ RENDEZ-VOUS SUR
ACTIONCONTRELAFAIM.ORG/NOS-DELEGATIONS-EN-REGIONS



© Nadira Belmir

**GRÂCE À VOTRE
SOUTIEN RÉGULIER,
LA VIE GAGNE
CHAQUE JOUR.**

Photo : © ACF/Frank Tine - Ouganda. Réalisation : Atropine

VOTRE SOUTIEN RÉGULIER, C'EST :

- > Un temps d'avance pour nous permettre de réagir sans attendre face aux situations d'urgence.
- > Un moyen simple de nous aider à mieux programmer nos actions à long terme en faveur des populations qui souffrent.

BON DE SOUTIEN RÉGULIER

Merci de compléter et renvoyer votre coupon accompagné de votre RIB / IBAN à :
ACTION CONTRE LA FAIM - 14/16 boulevard de Douaumont - CS 80060 - 75854 Paris Cedex 17

☐ **OUI**, je choisis de soutenir Action contre la Faim* chaque mois à hauteur de :

☐ 6 € ☐ 10 € ☐ 15 € (soit 3,75 € après réduction d'impôt)

☐ Autre montant : €

* Action contre la Faim affectera votre don en fonction des besoins et urgences qu'elle rencontrera

Mandat de prélèvement SEPA : en signant ce formulaire de mandat, vous autorisez Action contre la Faim à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions d'Action contre la Faim. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé(e) par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée : dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé - sans tarder et au plus tard dans les 13 mois en cas de prélèvement non autorisé.

DÉSIGNATION DU COMPTE À DÉBITER (Vous trouverez ces informations sur votre RIB)

IBAN - Identifiant international de compte bancaire

BIC - Code d'identification bancaire

Le code BIC peut contenir 8 ou 11 caractères.

N° Identifiant Créancier Sepa (ICS)

FR11ZZZ362883

Nom et adresse d'Action contre la Faim
(le créancier) :

14/16 BOULEVARD DE DOUAUMONT
CS 80060 - 75854 PARIS CEDEX 17

Date et signature (obligatoires) :



18JPM1PA

MES COORDONNÉES :

☐ Mlle ☐ M ☐ Mme ☐ M et Mme

Nom :

Prénom :

Adresse :

Code postal :

Ville :

Tél. :

E-mail :@.....

**75% du montant
de votre don est déductible
de vos impôts**

www.actioncontrelafaim.org

Les informations personnelles que vous nous communiquez sont nécessaires pour que nous soyons en mesure de traiter vos dons, émettre les reçus fiscaux, vous adresser notre communication institutionnelle. Vous pourrez également recevoir des informations et propositions non commerciales d'organismes partenaires. Conformément à la Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée en 2004 dite « Informatique et Libertés », vous disposez d'un droit d'accès, de modification, de rectification de vos données personnelles, que vous pouvez exercer en vous adressant à cil@actioncontrelafaim.org. Vous pouvez également, pour des motifs légitimes, vous opposer à un traitement de données vous concernant.